

## Arrêté Municipal N° 2024/332

### AUTORISANT TEMPORAIREMENT ET EXCEPTIONNELLEMENT LA CIRCULATION À CONTRESENS

#### RUE DE SAINT-GRATIEN ENTRE RUE JEAN JAURÈS ET PASSAGE À NIVEAU RUE DE SAINT-GRATIEN

LA NUIT DU 27 MAI AU 28 MAI 2024

Le Maire d'Ermont ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment en ses articles L. 2131-1, L. 2131-2, 2°, L. 2212-1, L. 2212-2, 1°, et L. 2213-1,

**Vu** le Code de la route, et notamment en ses articles R. 110-2, R. 411-1 et R. 411-8,

**Vu** le Code pénal, et notamment en son article R. 610-5,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, et les arrêtés suivants le complétant et le modifiant,

**Vu** le règlement sanitaire départemental du Val d'Oise pris par arrêté préfectoral du 29 août 1979 modifié par les arrêtés préfectoraux du 25 janvier 1985, du 22 janvier 1992 et du 7 février 1996,

**Vu** les arrêtés municipaux réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la Commune d'Ermont,

**Vu** l'arrêté municipal n°2021/762 du 12 octobre 2021, portant délégation de signature au Directeur du Pôle Attractivité et Ressources,

**Vu** la demande en date du 15 mai 2024, de la Société GBM, 3 avenue Victor Grignard – 76122 GRAND QUEVILLY CEDEX, pour le compte de SNCF Réseau.

**Considérant** la nécessité de réaliser des travaux suite à un glissement de talus sur la commune d'Argenteuil ;

**Considérant** qu'il convient d'acheminer les engins Rail-Route au passage à niveau situé rue de Saint-Gratien, sur la ligne Paris-Saint-Lazare à Ermont ;

**Considérant** qu'il convient de permettre la circulation à contre sens ;

**Considérant** l'accès unique aux engins et leur transport par la voie ferrée, jusqu'au talus de Volembert à Argenteuil ;

**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité du public, des usagers de la route et du personnel effectuant les travaux à proximité du chantier ;

**Considérant** que ces mesures de sécurité nécessitent une modification temporaire de la réglementation relative à la circulation à proximité du chantier ;

#### ARRÊTE

**Article 1 : La nuit du 27 mai au 28 mai 2024, rue de Saint-Gratien, entre la rue Jean Jaurès et le passage à niveau rue de Saint-Gratien :**

- La circulation à contresens des engins Rail-Route est temporairement autorisée, le temps de leurs acheminements jusqu'au passage à niveau rue de Saint-Gratien,
- La sécurité sera assurée par la société GBM le temps du transfert des engins Rail-Route,
- La circulation automobile reprendra à la fin du transfert.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera affiché par le pétitionnaire sur le lieu du chantier 48 heures avant, la signalisation sera fournie, posée et entretenue par ses soins.

Dans ces mêmes délais, le pétitionnaire fera appel à la Police Municipale d'Ermont qui constatera la conformité de la signalisation.

**Article 3** : Les services de Police sont habilités à prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité du public et le bon déroulement du chantier.

Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 4** : Les entreprises travaillant sur site prendront toutes les dispositions utiles pour limiter les bruits provenant du chantier. En outre :

- L'organisation/optimisation des travaux pour en limiter la durée ;
- L'adaptation des matériels et des modes opératoires des travaux ;
- Respect des niveaux sonores limites des engins de chantier ;
- Choix d'implantation des équipements bruyants sur le site des travaux ;
- Limiter les klaxons d'avertissement du personnel ;
- Former du personnel aux contraintes du bruit en période nocturne ;
- Recourir à des moyens de communication adaptés vis-à-vis des riverains.

En cas de trouble manifeste pour la tranquillité publique, la présente dérogation pourra être retirée immédiatement.

**Article 5** : Conformément à l'article 99.7 du Règlement sanitaire départemental du Val d'Oise, « *Les entrepreneurs des travaux exécutés sur la voie publique ou dans les propriétés qui l'avoisinent doivent tenir la voie publique en état de propreté aux abords de leurs ateliers ou chantiers et sur les points ayant été salis par suite de leurs travaux. Ils doivent assurer aux ruisseaux et aux caniveaux leur libre écoulement.*

*Ils doivent également assurer, autant que possible un passage protégé pour les piétons.*

**Les chantiers ouverts sur la voie publique ou en bordure de celle-ci doivent être entourés de clôtures assurant une protection et une interdiction de pénétrer efficaces ».**

**Article 6** : Le cas échéant, le pétitionnaire est tenu de remettre le domaine public en l'état après les travaux et d'informer l'agent des services techniques compétent en cas de difficulté. La remise en état doit intervenir dans un délai de quinze jours calendaires décomptés à partir de l'expiration de la date de fin des travaux prévu par le présent arrêté. La Commune constate et notifie au pétitionnaire les conclusions du service Voirie – Mobilité - Propreté quant à la qualité du remblayage effectué sur le domaine public.

**Article 7** : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication. Nonobstant la disposition précédente, le présent arrêté est affiché sur les lieux 48 heures avant le début de l'évènement. Par suite, le pétitionnaire fait appel à la Police Municipale d'Ermont qui constate la conformité de la mise en place des mesures de signalisation réglementaires.

**Article 8** : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il est possible de saisir le Tribunal administratif par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il est possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de l'acte. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

**Article 9** : Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Ermont, le 22.05.2024



Pour le Maire et par délégation  
Stéphane VIGNE

Directeur du Pôle Attractivité  
et Ressources